

Le Gouvernement demande au Parlement d'approuver une dépense totale prévue de \$254,014,238.29 quand les frais d'administration prévus s'élèvent à 74 millions en chiffres ronds. Le crédit destiné à l'acquittement des intérêts sur la dette publique s'élève au chiffre de \$57,720,000. Le Gouvernement demande au pays de verser au Trésor public des taxes spéciales en invoquant le prétexte que ces sommes sont absolument nécessaires à la poursuite de la guerre. Au lieu de venir devant le Parlement et de dire: Votez-nous ces fonds; s'il n'est pas nécessaire de les dépenser, nous ne le ferons pas, mon honorable ami devrait donner l'exemple au peuple en pratiquant la plus stricte économie sur toute la ligne. Dans l'administration des finances du pays, mon honorable ami ne tient aucun compte des principes essentiels de l'économie. Pour ne citer que quelques exemples, prenons les sommes ridicules que le Gouvernement a fait voter pour l'acquisition du chemin de fer Québec au Saguenay aux seules fins de tenir des engagements particuliers qui ont été pris à l'égard de particuliers; les dépenses inutiles pour la prolongation de certaines voies ferrées, lesquelles ne sauraient être utilisées, mes honorables amis le savent bien, avant la conclusion de la paix; les sommes votées relativement aux lignes de téléphone dans la Colombie-Anglaise uniquement pour des fins électorales. Lorsque nos amis de la droite prêchent le patriotisme et l'économie et pratiquent exactement la doctrine contraire, ils ne sauraient s'attendre à ce que la population du pays les prenne au sérieux.

La question à laquelle l'honorable député de Saint-Jean (M. Pugsley) vient de faire allusion, nous fournit un excellent exemple à ce sujet. Même au cas où le chemin de fer de la baie d'Hudson serait achevé demain, pendant longtemps il serait impossible de se procurer un seul navire pour accomplir le service. Nos moyens de transport sont tellement diminués, qu'il est pour ainsi dire impossible de faire transporter nos produits ordinaires de l'autre côté de l'océan. Dans les Provinces maritimes, nous ne sommes pas même en mesure de faire venir la houille de Boston. Ceux qui habitent au centre du Canada et qui jouissent des avantages du transport par rail ne sauraient se faire une idée de la situation actuelle relativement au transport par eau, surtout dans les Provinces maritimes. Les sommes affectées à la construction du chemin de fer de la baie d'Hudson constituent donc une dépense inutile pour longtemps encore, quand bien même cette voie ferrée serait terminée jusqu'à Port-Nelson.

Le peuple canadien est très bien disposé à acquitter les impôts nécessaires pour que le pays fasse sa part dans le conflit actuel, mais il s'oppose à verser au Trésor public une partie de son revenu ou de ses profits pour voir le Gouvernement affecter ces deniers à des travaux inutiles pour le moment et que l'on pourrait suspendre tant que nous n'aurons pas donné une solution à d'autres problèmes bien plus importants pour le pays.

L'autre jour, en discutant cette question, j'ai signalé à l'attention du Parlement la dette énorme qui pèse sur les épaules de la population canadienne, dette qui est le résultat immédiat de l'attitude qu'ont adoptée nos amis de la droite relativement à la question des chemins de fer et des autres problèmes que le Parlement doit résoudre. A l'heure actuelle, la dette publique du Canada s'élève au chiffre de \$2,000,000,000 sans compter un autre quart de billion, et il nous faut payer les intérêts sur ces sommes énormes. Allons-nous continuer indéfiniment cette orgie de dépenses et de gaspillages? Allons-nous faire en sorte qu'à la paix la situation financière du Canada sera telle que personne n'osera venir s'établir sur cette terre d'espérance et de promesse, à cause du fardeau énorme dont l'impudente et mauvaise gestion du Gouvernement au cours des cinq dernières années aura chargé les épaules du peuple? Si les immigrants sont condamnés à acquitter au Canada des impôts plus élevés qu'en n'importe quel autre pays du monde ou dans n'importe quelle partie du continent américain, à quoi sert-il au Gouvernement de nous parler sans cesse du flot d'immigration qui envahira les rives canadiennes? Si la présente situation se continue, il est inutile d'espérer que l'équilibre se rétablira dans les finances du Canada à la conclusion de la paix.

Quand nous demandons au Gouvernement pour quelle raison il ne tient pas les promesses qu'il a faites au peuple canadien, il se contente de répondre: Mais nous n'avons pas l'intention de dépenser ces sommes; cependant quand les fonds sont votés par le Parlement, il les dépense jusqu'au dernier sou.

A mon avis, voici le langage que le Gouvernement devrait tenir au pays: Nous n'exigerons pas un seul dollar de l'argent du peuple, nous ne demanderons pas au Parlement de voter un seul sou, sauf les fonds absolument nécessaires pour l'administration des affaires publiques. Or, du moment que le Gouvernement outrepassa ces limites, aussitôt qu'il s'arroge le droit d'utiliser les deniers publics pour des fins qui ne sont pas absolument nécessaires au